

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 594 16 DECEMBRE 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

Bienheureux PIE IX :

« Mettez sur votre cœur une goutte du sang de Jésus et ne craignez rien »

EDITO

LES RICHISSIMES SENATEURS

Nous lisons dans le journal Présent que le palais du Luxembourg permet de vivre la vie de château. Tout le monde le sait mais nous éclairons nos lecteurs qui seraient encore ignorants à ce sujet. Voici en désordre quelques chiffres tirés du journal.

En 1983 un secrétaire général du groupe RPR apprenait au suppléant d'un sénateur subitement décédé qu'il allait devoir le remplacer : « vous êtes sénateur Philippe. Vous allez empocher mensuellement 70 000 F en liquide que vous devrez venir chercher chaque mois.

C'est votre seule obligation. Pour le reste, ou vous venez, ou vous ne venez pas quand vous voulez. Vous aurez un bureau, une secrétaire, le métro, le train et l'avion gratuit en France, des taxis remboursés, comme les frais dentaires, les voitures appartenant au pool que le Sénat met à la disposition de ses membres ». Il paraît que maintenant la pratique de l'enveloppe aurait plus ou moins disparu mais le pactole serait toujours là avec un ajustement plus que rapide à l'inflation.

D'autre part le système d'exploitation du peuple français s'est perfectionné car il s'ajoute une enveloppe de 6 900 € environ bruts censés rémunérer les trois collaborateurs auxquels chaque élu du palais du Luxembourg a droit. C'est souvent l'épouse ou la maîtresse et quelquefois personne du tout car le travail n'est pas harassant : dans ce dernier cas l'enrichissement est total.

Il y a aussi une sorte de prime de 1000 € mensuels pour un problème d'informatique alors que ces privilégiés sont déjà dotés d'un ordinateur.

Bien entendu ce beau monde pratique les cumuls. En 2008, 171 sénateurs détiennent deux mandats, 53 ans en ont trois. Pour mémoire, un ancien premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, cumule le statut de prince vénitien des anciens premiers ministres avec celui de sénateur.

Dans la normalité républicaine ces avantages fabuleux bénéficient aux fonctionnaires de la prétendue Haute assemblée. Les salaires des fonctionnaires du Sénat varient entre 2300 € pour les plus modestes surveillants de jardin ou le plus petit huissier et 20 000 € net mensuels pour chacun des deux secrétaires généraux. Parfaitement inamovibles ils ont une position supérieure à celle du premier ministre qui est toujours, lui, sur un siège éjectable.

Il y a 22 directeurs qui perçoivent un traitement qui tourne autour de 15 000 € mensuels et les 220 administrateurs sont rémunérés entre 10 000 et 12 000 € bruts par mois.

Les chauffeurs, grâce au pactole des primes de nuit, institué au Sénat gagnent au bout de cinq ans près de 5 000 € nets par mois. La nuit commence en toute saison à 19 h 05 et à cette heure-là, les rémunérations sont majorées pour tous. Elle grimpe d'un cran supplémentaire à 23 heures 05 ; un dernier cran se déclenche au bout de la nuit exactement à quatre heures 05, heure à partir de laquelle les salaires sont quadruplés par convention. Tous les salariés qu'ils soient ou non présents sur place, même s'ils dorment tranquillement chez eux et même s'ils sont en congé y ont droit.

La conséquence, comme à l'EDF d'ailleurs, est que les fils d'employés du Sénat ont plus de chances que d'autres d'attraper le gros lot à savoir un emploi dans ce palais magnifique.

Quel adjectif mériterait tout ce cirque : disons que c'est odieux.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LES MINEURS EN PRISON

La discussion bat son plein sur la question de savoir s'il faut mettre les mineurs en prison ou non. La gardienne des sceaux s'active dans cette direction. Cela ne s'invente pas mais les journaux parlent d'une intention généreuse. C'est évidemment une contrevérité puisque les prisons sont surpeuplées et sont en général l'école du vice ; c'est plutôt une intention cruelle.

L'on ne fait pas attention au fait que c'est une illustration nouvelle de la loi des calamités qui veut que les hommes de l'État ayant créé une calamité s'empressent d'en créer une autre pour prétendument corriger la première.

La vraie calamité, ce sont les familles décomposées et recomposées. En effet les voyous, qui malheureusement dès l'âge de 12 ans font des malheurs, sont en général des enfants de familles démantibulées.

L'ESSENCE A 1 EURO LE LITRE

Voici enfin une bonne nouvelle à savoir l'écroulement du prix du pétrole et par voie de conséquence à la pompe, même si l'effet à la pompe est moins flagrant que pour le prix du pétrole lui-même : en effet, dans tous les pays du monde les pouvoirs publics se remplissent les poches en rançonnant les automobilistes et ceci afin de pouvoir poursuivre leurs folles dépenses. L'effet fiscal atténue donc la répercussion des prix à la pompe.

Quoi qu'il en soit si finalement le prix arrive à un euro le litre nous nous trouverons dans la normalité de l'évolution. Le prix à la pompe en 1971 frôlait le chiffre de un franc. L'on peut admettre, sous réserve de faire un calcul plus précis, que s'il se situe à un euro aujourd'hui nous nous trouverons à peu près dans une tendance normale compte tenu de l'inflation depuis.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimés. A chacun de juger)

NICHES FISCALES

Alors que de nombreux pays, et parmi les plus pauvres, ont instauré, au profit de tous, l'égalité fiscale (Estonie, Lituanie, Lettonie, Russie, Ukraine, Tchéquie, Serbie, Bulgarie, Roumanie) la France conserve une fiscalité partielle, confiscatoire et démobilisatrice d'essence socialo-révolutionnaire : la moitié des français ne paye pas d'impôts, alors que pour d'autres, ils ont eu dépassé la totalité des revenus. En France, l'impôt n'est pas défiscalisable : l'impôt va lui-même être soumis à l'impôt ! Si vous gagnez de l'argent, vous payerez l'année d'après des impôts sur les impôts que vous avez payés l'année précédente.

La fiscalité frappe essentiellement les revenus du travail et l'épargne du travail (l'épargne investie dans les entreprises, ce sont les emplois de demain) alors que les chômeurs se comptent par millions. Mais ces millions de chômeurs ne constituent-ils pas l'assurance sur la vie de l'idéologie dominante, fond de roulement démocratique nécessaire à sa pérennité et au maintien en place de ses séides, fût-ce au prix d'une misère toujours croissante qui l'auto-alimentera !

Autant de mesures de répression, de rétorsion et de coercition propres à la mentalité franco-française et à son « exception culturelle » nées des idées républicaines de la Révolution française, génératrices d'une évasion fiscale et d'une délocalisation des entreprises dont les emplois les plus précaires seront les premières victimes, allant gonfler le nombre toujours croissant des chômeurs et miséreux par cause idéologique.

Signé J.M.T@tele2.fr

AUTOMOBILE

Ils s'en sortiront grâce aux véhicules produits sous marque française, à l'étranger....le chômage technique risque donc d'atteindre de plein fouet les travailleurs françaiscoûts trop élevés

Délocalisations facilitées par élargissements à tout va de l'union européenne.....;

C'est donc la stricte faute de nos dirigeants qui eux doivent être licenciés une fois pour toutes sans indemnités....

En France c'est l'État le fauteur majoritaire de nos problèmesc'est l'État qui crée le chômage , qui le camoufle à coups d'emplois fictifs....mais qui coûtent un prix fou.....

La baisse du prix des carburants est une calamité pour l'État : les gens ont moins intérêt à changer de véhicule puisque les véhicules moins économiques suscitent un moindre budget "carburant" et "huiles";

L'État incohérent a la bouche encombrée du mot "écologie" mais ne veut pas promouvoir la consommation de gaz pour les véhicules.....licencier Borloo fera faire des économies ; réemploi : secrétariat d'État à la bouffonnerie en politique" ..il devrait se mettre au vert et y rester.....

Christian Pène

PRIVATISER L'EDUCATION.....

Tout à fait d'accord sur l'ensemble du raisonnement et de la démonstration. Un point cependant me paraît inexact alors que le vrai chiffre apporterait encore plus d'impact au côté monstrueux du mammoth. C'est celui des non-enseignants. Je ne sais pas d'où sort le 174 000 mais il est certainement très inférieur à la réalité. La réalité serait plutôt dans les 700 à 800 000, c'est à dire qu'il y a un plumitif pour un seul individu qui se coltine des élèves de plus en plus imperméables à tout enseignement, à toute discipline. Le chiffre total de fonctionnaires sous contrôle du ministère reste totalement inconnu et volontairement non dévoilé. Le wikipedia donne 1,1 million mais on ne sait même pas ce qu'il comprend des cabinets, des directions et sous-directions diverses, des services connexes, des détachés, des déconcentrés, etc. Qui arrivera à faire en France une enquête sur l'exacte vérité ? Probablement personne. Amicalement.

Paul Chérel

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 15 DECEMBRE 2008

LES LIBERATIONS FISCALES

Nous voici à nouveau devant un invraisemblable chaos institutionnel et sémantique, comme la France en savoure les délices depuis des décennies : il s'agit des mal nommées « niches fiscales ».

Le gouvernement avait commencé par lancer ce qu'il appelait un bouclier fiscal et qui n'était, en fait, qu'un bouclier en carton ; censé empêcher les très riches de quitter le territoire national, il les avait laissé de marbre. Néanmoins, la prétendue opposition était partie en guerre, disant qu'il favorisait ces riches, ce qui n'était pas vrai car le prétendu bouclier fiscal ne les gêtait guère, aidant aussi dans la foulée de très petits contribuables.

Le même gouvernement continuant à dépenser sans arrêt cherche des sous de tous les côtés, la noria des conseillers imaginant les coups les plus tordus, d'où la lutte ouverte contre les niches fiscales. Bien entendu le terme de « niches fiscale» est tout à fait inapproprié : il faudrait plutôt parler de « libérations fiscales », l'impôt, quel qu'il soit, étant comparable à un acte d'esclavagisme.

Ces libérations sont au nombre de plusieurs centaines et le fruit de dizaines d'actions dirigistes, socialistes et même communistes. Les gouvernements successifs en voulant diriger tout dans tous les domaines et dans tous les détails créent de multiples calamités. Pour corriger les effets de ces calamités, ils imaginent alors de manipuler des compteurs et donc d'inciter les citoyens à de nouveaux comportements. Les citoyens réagissent évidemment dans le sens de leur intérêt : il advient, paraît-il, que de gros contribuables

parviennent avec l'utilisation habile des libérations fiscales à ne pas payer d'impôts : les sociaux se prennent toujours les pieds dans le tapis !

Le terme de « niche fiscale » évoque un coin tranquille où un chien-chien se tient au chaud : or voici ce que la grande presse officielle ne dit pas et sur lequel la presse financière est muette. En fait, ces prétendues niches fiscales, qui ne sont que des libérations fiscales, n'offrent guère de faveurs réelles aux contribuables. Une partie de l'avantage et, parfois, la totalité disparaissent dans la poche des intermédiaires. Le mieux est que maints bénéficiaires ne s'aperçoivent pas de l'arnaque : le désordre est complet.

Le cas des investissements dans les DOM-TOM est célèbre. Dans les salons d'investissement l'on voyait des courbes extraordinaires, où avec très peu d'argent et grâce aux « faveurs » du fisc l'on s'enrichissait à une allure irrésistible ; devant ces courbes, des médecins, des architectes et des notaires, pourtant très adroits dans leur propre métier, se laissaient piéger par des vendeurs talentueux. Or, souvent c'était pour des hôtels qui ne trouvaient pas de clients : seuls s'enrichissaient les intermédiaires. Il y a quelques années, un sénateur se vantait d'avoir vendu lui-même des terrains aux promoteurs !

Un calcul financier simple montre que les placements dans des promotions à base de monuments historiques ne réservent que fort peu d'avantages palpables par rapport à d'autres placements : beaucoup d'intermédiaires sont embusqués au passage.

Le cas de l'ISF est également exemplaire. Pour ne pas le supprimer, le gouvernement a imaginé une usine à gaz très difficile à comprendre qui conduit à des économies d'ISF, à condition d'investir dans des fonds d'investissement de proximité (FIP) ou dans des fonds communs de placement dans des entreprises innovantes (FCPI). Lorsque l'on examine avec attention et la calculatrice en main l'organisation de ces fonds, l'on aperçoit que très précisément l'avantage fiscal est absorbé par les frais de gestion inévitables tant la construction est compliquée.

Quoi qu'il en soit, il est prévu dans la loi de finances de 2009 un plafonnement global de ces « niches » qui limiterait la réduction d'impôt à 25 000 € plus 10 % du revenu brut imposable. Nous voici encore devant une usine à gaz difficile à comprendre.

Mais admirez bonnes gens le dernier et tout nouveau tour de passe-passe.

Dans la même loi de finances, il est prévu d'accorder des réductions d'impôt aux propriétaires qui loueraient des logements meublés à certaines personnes comme les personnes âgées, handicapées, et les étudiants. Nos lecteurs savent qu'il y a des problèmes pour ces populations puisque le même gouvernement, par de multiples lacets, bride la construction de logements dans toute la France et que nécessairement cette limitation des logements pèse sur les plus faibles. Donc, pour corriger cet aspect de la calamité générale dont il est l'auteur, il bricole en hâte un nouveau et complexe dispositif.

Bienvenue à la nouvelle prétendue niche fiscale.

Pourtant les esclaves qui voudront profiter de cette libération devront bien calculer pour être certains que les intermédiaires, en voie de création pour exploiter le nouveau filon, ne vont pas ramasser les pépites.

Autre danger : à supposer qu'ils prennent le risque, ils pourront se voir demain accusés, éventuellement avec effet rétroactif, d'avoir « abusé ».

Dans le système socialiste, il faut savoir naviguer dangereusement entre Charybde et Scylla.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il y a des problèmes dans la diffusion des flashes. Certains destinataires ne les reçoivent pas.

Il est conseillé d'indiquer aux personnes qui ne les reçoivent pas de les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

CITATIONS

LE PRINCE DE GALLES DEVENU DHIMMI

Le Prince de Galles en remettant des prix à des musulmans a utilisé les termes suivants :
« vous avez enrichi la Grande-Bretagne dans tous les sens imaginables du terme et c'est le meilleur investissement à long terme qu'il m'était possible de faire pour le succès et le bien-être des communautés musulmanes de ce pays dans le futur ».

LE CARDINAL TAURAN, président du conseil pontifical pour le dialogue interreligieux devant la faculté de théologie de Naples :

« Comment a fait Dieu pour revenir dans nos sociétés ? C'est le grand paradoxe. Grâce aux musulmans. Ce sont les musulmans qui, devenus en Europe des minorités importantes ont demandé de l'espace pour Dieu dans la société ».

SARKOZY le 11 12 08 après avoir fait accepter le paquet « climat » à Bruxelles par les 27 :

« Il n'y a pas un continent au monde qui se soit doté de règles aussi contraignantes »

REVUE DE PRESSE

LA DICTATURE MONDIALISTE

La dictature mondialiste se met lentement mais sûrement en place comme une véritable marée noire avec l'ONU au sommet de l'édifice.

La communauté économique européenne n'est qu'un de ses bras armés et elle décide de tout, en tous lieux et tous temps de ce qui concerne notre vie quotidienne.

Voici que, selon la presse, elle vient de décider des ampoules que nous pourrons consommer. Elle a fixé le 8 mai 2008 un calendrier pour bannir progressivement des maisons les ampoules traditionnelles de 25 à 100 W. Elles cesseront complètement d'être commercialisés le 1er septembre 2012 et seront détrônées par les ampoules de nouvelle génération consommant jusqu'à cinq fois moins d'électricité. La commission a calculé que l'économie à l'échelle de l'Europe se chiffrerait entre cinq et dix milliards d'euros chaque année.

Bien évidemment cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de l'efficacité énergétique du plan climat : une fois de plus il s'agit de lutter contre le soleil.

Malgré les apparences, c'est de nouveau la ruine imposée par le haut.

En effet, c'est jeter le désordre dans une industrie complète alors que toutes les évolutions doivent se produire dans le cadre du marché, les ajustements nécessaires s'opérant avec fluidité.

BREVES ET LONGUES

LES EMEUTES EN GRECE

L'on peut penser en écoutant ou en voyant ce qui se passe en Grèce que cela ressemble étrangement aux émeutes des banlieues en France. Ce n'est que partiellement vrai. Ces émeutes leur ressemblent effectivement selon la technique des émeutiers et mais peut-être pas forcément selon l'origine des émeutes.

Les connaisseurs de la Grèce disent que c'est véritablement des émeutes de la pauvreté. La Grèce est en effet rongée par la corruption et par la ruine socialiste mais à un bien plus grand degré que la France. Est-ce un début pour l'Europe ? Le résultat de tout ce gâchis est que le centre d'Athènes tombe dans le chaos.

LA POLITIQUE RACISTE DU GOUVERNEMENT

Cette politique continue de plus belle. Le jeudi 27 novembre 2008 le président de la république a annoncé : « je reprendrai dans les semaines qui viennent des initiatives pour que cette diversité, cette France riche de sa diversité, se traduisent également dans nos élites, dans les préfets, dans les magistrats, dans les professeurs d'université, dans les médecins... »

Il faut reconnaître qu'elle se traduit aussi dès maintenant dans les prisons avec une très forte présence des minorités visibles que Monsieur Sarkozy veut précisément développer. Tout cela ressemble furieusement à une politique raciste sous prétexte d'une politique prétendument antiraciste.

Il nous faut, cependant, remarquer, très respectueusement, que dans ses mariages successifs le même président de la république n'a pas observé la doctrine qu'il prétend défendre puisqu'il s'est contenté d'épouser des blanches ! Comprenne qui pourra.

Xavier Darcos de son côté, vient de décider de distribuer à tous les enseignants de primaire un petit livret sur la mémoire et l'histoire de la Shoah à l'école. On peut se demander d'ailleurs pourquoi l'on intéresse les élèves du primaire à de tels massacres car ils sont bien jeunes.

Mais, de toute façon, c'est un choix tout à fait raciste. Si l'on veut intéresser les élèves du primaire aux massacres, il faut d'abord leur parler du massacre des vendéens par les révolutionnaires qui est une épouvantable histoire franco-française et aussi du massacre des Ukrainiens par les socialistes.

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

DEUX TEXTES VENANT DE BELGIQUE

Deux sujets essentiels sont d'actualité : la monarchie constitutionnelle et l'Afrique centrale.

Museler le Grand Duc.

Le Grand Duc de Luxembourg vient de faire connaître son refus de promulguer une loi votée au Parlement et libéralisant l'euthanasie.

La classe politique (pourtant à majorité sociale chrétienne !) réagit illico pour priver le souverain du pouvoir constitutionnel de promulguer les lois. De cette manière il ne pourra plus constituer un « obstacle à la volonté de la majorité populaire » ! Et c'est donc au nom de la démocratie que l'intelligentsia du Luxembourg propose cette solution, tout comme ce fut le cas, sans succès heureusement, en Belgique pour l'avortement.

Une fois de plus je voudrais rappeler ici le caractère erroné de l'argument qui considère qu'en bonne démocratie, la tête de l'Etat doit nécessairement être élue, et faire remarquer également que, plus l'oligarchie partocratique est puissante, plus elle conteste les pouvoirs constitutionnels du monarque, au nom de cette démocratie dont tous les jours elle bafoue elle-même les principes avec de moins en moins de pudeur.

Contrairement à ce qui se dit souvent, il est bon pour la démocratie que la tête d'un pays ne soit pas partisane, qu'elle ne doive « sa place » à personne et surtout pas au résultat d'une

lutte fratricide de son clan contre celui d'un autre. Quoi de plus affligeant que ces présidents élus qui se retrouvent cordialement détestés par la moitié de la population de leur propre pays, comment dans ce cas pouvoir se prétendre « le Président de tous » ? Il est bon aussi que la tête de l'Etat ne cumule pas trop de pouvoirs mais soit, au contraire, l'ultime recours à la conscience d'une personne entièrement dévouée, depuis sa naissance et par toute son éducation, au service de son pays.

Un Président qui gouverne au jour le jour est obligé de porter et défendre ses projets contre l'opposition d'une partie de son pays. Leader de son parti, il a fatalement « la tête dans le guidon » et trop peu de recul pour pouvoir se situer d'emblée au-dessus de la mêlée. Sachons voir aussi par exemple que sans un Juan Carlos, l'Espagne n'aurait pas pu empêcher un retour à un pouvoir fort et ne serait pas restée (sans événements probablement sanglants) une démocratie moderne. Sachons comprendre surtout que cette tête personnalisée doit jouer en conscience le rôle d'ultime garde fou contre ce qu'il faut bien considérer comme un déni de démocratie : la dictature de la moitié des voix des élus + une.

Quand c'est à une valeur universelle que s'attaque cette majorité, à une valeur qui n'est pas laissée au choix de la démocratie, il est bon pour la liberté de tous que le chef de l'Etat soit un ultime recours.

Par ailleurs, il y a quelque chose d'incompréhensible à préférer un Président élu puisque rien ne nous permet de dire que ce Président élu n'aura pas, lui aussi placé devant le même dilemme, une conscience qui guidera sa conduite.

La réalité est le refus des oligarchies partocratiques qui sévissent tous les jours un peu plus en Europe, de trouver dans la tête de l'Etat une personne, quelle qu'elle soit, qui ait l'outrecuidance de braver leurs dictats. Leur but n'est pas la démocratie ni le Bien Commun, leur but est leur pouvoir. Si la tête de l'Etat y est un obstacle il n'y a qu'à la couper, au moins moralement, et à présenter cette mesure comme un bien.

Museler la conscience du chef de l'Etat, c'est ça leur conception de la démocratie !

Second sujet d'actualité insupportable :

Le martyr des congolais.

Qu'est-ce que les Congolais ont fait pour mériter ça ?

Plus la cause du Congo me semble désespérée, plus j'éprouve à l'égard des Congolais une sympathie faite d'une immense compassion pour leur malheur, et d'une sourde rage vis-à-vis du monde entier et de mon pays en particulier, qui laissent la situation se dégrader dans une totale hypocrisie.

Les Congolais se retrouvent aujourd'hui dans un pays en guerre. En guerre civile en même temps que contre l'étranger, mais sans une véritable armée, et contre des ennemis qui n'en ont pas beaucoup plus et qui sont là en grande partie à cause de la faiblesse du gouvernement lui-même. A ce jour, une part du territoire du pays échappe à son contrôle et est abandonné aux entreprises pirates qui y sévissent.

Mais que signifie encore « échappe à son contrôle » dans un pays en ruines qui n'a plus ni routes, ni communications, ni infrastructures de première nécessité, qui n'a plus que des bribes d'enseignement, de justice et de police ?

Un pays fertile où l'on meurt de faim, de maladies parfaitement curables, ou de mort violente en toute impunité.

Un pays où des « entreprises multinationales » pillent légalement les dernières richesses naturelles facilement exploitables, avec la complicité des Etats-Unis, de l'ONU, et même de nous et de pouvoirs autochtones qui en tirent encore quelques profits personnels.

(...) Quant aux accords de paix, il semble que leur seule utilité soit de permettre à chacun de se réfugier derrière leur non-respect par les autres, pour justifier ses propres exactions. J'avoue que quand je rencontre des Congolais à Bruxelles et que ceux-ci s'adressent à moi comme si je pouvais quelque chose pour eux, je ne suis vraiment pas fier d'être belge ni même d'être blanc. Honteux pour mon pays, je soutiens envers et contre tout que nous ne pouvons pas continuer à nous voiler la face et à ne pas vouloir voir ce que nous devons faire pour les Congolais.

Le Congo offre ses espaces, ses richesses naturelles et toute une jeunesse qui ne demande qu'à relever le pays, alors que nous avons le savoir-faire, la capacité, l'argent, l'organisation nécessaire et toute une jeunesse assoiffée de perspectives larges et de projets enthousiasmants. Nous devons une bonne part de notre prospérité passée au Congo. Si nous l'oublions, nous risquons bien de connaître des lendemains douloureux, parce que nous ne pourrions empêcher ces populations à la démographie explosive de venir chercher chez nous ce que nous aurons été incapables de leur apporter chez eux.

En d'autres mots, je veux prévenir les cyniques qui ne voient vraiment pas pourquoi ils feraient le moindre sacrifice dans leur petit confort pour ces Congolais qui « peuvent bien crever de misère, puisqu'ils ont voulu l'indépendance » : attention, nous ne pourrions pas protéger nos frontières. Déjà le nombre de noirs « régularisés » a surpris les observateurs. Même par pur égoïsme, nous avons tout intérêt à nous occuper du sort des Congolais, des Ruandais et des Burundais.

Certains me disent : « Jamais la communauté internationale ne laissera faire la Belgique. Nous serions accusés immédiatement de néocolonialisme. » Mais à quelle autorité peut bien prétendre une soi disant communauté internationale dont l'inefficience absolue a été cent fois prouvée, jusqu'à ne rien faire pour empêcher les massacres les plus horribles, les plus déments, les plus bestiaux de toute l'histoire de l'Afrique ?

Tant que nous nous arrêterons à ces faux prétextes, le martyr de l'Afrique centrale continuera, et un jour, nous en paierons le prix.

Ce texte que vous venez de lire n'est autre que la copie de ma tribune du 27 février 2000 ! Et je n'ai pas besoin d'y changer une lettre, si ce n'est pour constater avec notre police impuissante que le nombre de Congolais et Ruandais « réfugiés » chez nous depuis lors, a véritablement explosé.

Chacun le pressent, l'Europe occidentale risque l'étouffement sous la misère africaine, mais il faut du courage politique pour en prendre acte et reprendre les choses en main dans une attitude responsable. Hélas les hommes politiques courageux sont une espèce en voie de disparition accélérée sous nos latitudes.

Pascal de Roubaix. - Avenue Eugène Demolder 112 -1030 Bxl.

- T : 02.646 98 99

- office@criterium.be
